

## Violences à la Marine de Sisco (Haute-Corse)

**Mots-Clefs** : Violences, Marine, Sisco, Cap, Corse, Maghrébins, Burkini, Plage, Justice, BESSONNE, été,

**Il y a maintenant une semaine, le 13 août 2016** survenaient sur le territoire de la commune de **Sisco** dans le Cap Corse, à quelques kilomètres au Nord de Bastia, différents incidents qui allaient rapidement devenir violents en mobilisant la population locale contre les exactions de quelques Maghrébins.

Le déroulement de cette affaire mérite que l'on y réfléchisse un peu, en notant en premier les faits incontestables, comme l'a si bien fait le Procureur de la République de Bastia, Monsieur Nicolas BESSONNE, ce 17 août 2016. Car « *bâtir une théorie avant d'avoir des données est une erreur monumentale : insensiblement on se met à torturer les faits pour qu'ils collent avec la théorie, alors que ce sont les théories qui doivent coller avec les faits* (Sir Arthur CONAN DOYLE). »

### **Quels sont donc les faits que les militaires de la Gendarmerie ont pu reconstituer ?**

Dans une conférence de presse, le Procureur de la République de Bastia nous donne des éléments qui concordent de tous côtés, et que donc nous pouvons considérer comme recoupés et dignes de foi.

Un groupe familial de Maghrébins, étrangers (la nationalité est connue et donnée) en situation régulière en dépit de diverses infractions pénales ayant frappé les hommes comme une femme de ce groupe (les faits sont donnés : trafic de drogue, outrages, et même rébellion) décide d'aller à la plage et ils choisissent la Marine de Sisco.

*Je précise, ayant entendu quelques délires journalistiques parisiens qu'il n'existe pas de « ville » de Sisco et que Sisco est en réalité une sorte de « métropole » historique avant la lettre puisqu'elle regroupe différents hameaux (quelques maisons à chaque fois) de bergers de cette vallée du Cap Corse. L'épicentre de cette commune n'est donc pas une zone urbaine en bord de mer, mais plutôt un beau village d'une vallée de montagne, assez dispersé, qui dispose de sa « Marine » : son débouché sur la mer. Ce point a son importance, on le verra par la suite. Il explique à la fois les délais de réaction et la forme de la réaction.*

Aller au bord de mer à la mi-août pour le week-end du 15 août n'a rien d'extraordinaire, même pour une famille Maghrébine de Lupinu, cité HLM du Sud de Bastia. Ce qui va commencer à l'être, c'est l'apposition d'un panneau pour interdire l'accès à la crique où ces gens choisissent de venir se baigner. C'est là une appropriation totalement illégale du littoral. Une « privatisation » dont Monsieur le Procureur va très aimablement limiter la portée en précisant que bien entendu ce n'était pas légal et que les gens pouvaient passer nonobstant ce panneau.

N'empêche... avons-nous, vous, moi, habituellement un tel panneau préparé dans le coffre de la voiture pour aller à la plage ? Moi non. Pourquoi un tel panneau ? Est-ce parce que l'une de ces dames se baigne en « burkini » ? Cette mode récente et inexistante encore l'an dernier ne semble en rien conforme à la pudeur qu'elle affiche, car en ressortant de l'eau le plaquage des vêtements mouillés est encore plus suggestif qu'un maillot de bain. Peut-être est-ce pour cela, mais à ce jour rien ne le dit au public. Nous savons qu'il y avait panneau, et « burkini », et c'est tout.

Arrivent des touristes, Belges d'après le Procureur, trop légèrement vêtus (tout simplement en maillot de bain, ce qui n'a rien d'extraordinaire vu la plage et la saison). Les Maghrébins les chassent avec des insultes et des pierres. Pas jetées sur eux, nous dira le Procureur, mais tirées à côté, pour les effrayer. En somme, comme aucune pierre n'a blessé qui que ce soit à ce stade ; nous allons admettre que c'était « pour effrayer », au bénéfice du doute. Mais le coin est assez beau et les touristes en août, ce n'est heureusement pas ce qui manque dans le Cap Corse, donc il en revient pour faire cette fois des photos du paysage. Décidément irascibles, cette fois les hommes du groupe foncent sur eux pour leur faire un sort. Les mines ne devaient pas être aimables, les mots non plus, puisque, effrayés, les touristes prennent la fuite.

Arrivent les enfants du village (15 à 18 ans) qui viennent eux aussi profiter du bord de mer et qui assistent à la scène. Mais eux c'est leur village. Alors ils ne prennent pas la fuite, bien que ce ne soient que des mineurs, garçons et filles, une de ces petites bandes qui rassemble en été tous ceux qui sont « obligés » de suivre Papa et Maman qui par un « instinct grégaire » inexplicable refusent de rester dans la civilisation et le confort de Paris, Lyon, Marseille, ou même Bastia et rejoignent chaque été de vieux cousins dans un coin de montagne où sont nés et morts leurs ancêtres. ***Si vous n'êtes pas Corse, laissez tomber, c'est un mystère inexplicable... si vous êtes Corse, tant que vous en avez les moyens vous le faites chaque année, donc pas besoin de vous expliquer.***

Qu'ils soient habitants à l'année ou cousins-cousines de la « diaspora » ces jeunes sont profondément Corses, et de leur village, pas du voisin. Donc eux, les cris et les insultes ne les feront pas partir, pas plus que les jets de pierres. Même face à des hommes armés d'une quarantaine d'années, même avec leurs femmes qui crèvent les pneus des voitures garées à coups de couteau.

A partir de là les versions divergent, et ce sera à la Justice d'apprécier et de se prononcer. Le faire par avance serait un outrage au Tribunal, je m'en garderai bien. Contentons-nous d'observer que ces jeunes gens sont sans armes alors que les Maghrébins disposent d'armes (harpon, batte de base-ball...) et que certains adolescents seront blessés. Alertés, deux parents des jeunes vont se précipiter, mais sans pouvoir avancer l'un d'entre eux étant même blessé par un harpon de pêche sous-marine. Rappelons que ce n'est pas fait pour tirer sur les gens, cet engin-là et que la pêche à la batte de base-ball reste à inventer. Donc enfants blessés, un parent blessé, et le bruit qui se répand (les téléphones portables passent dans le Cap Corse, il y a du réseau) dans les familles.

Qu'aurions-nous fait, en tant que parents ? Immédiatement les familles entières quittent toute occupation, comme autrefois au son du tocsin, et descendent « à la Marine » où leurs enfants sont en danger. En danger, en plein mois d'août, le week-end du 15 août, fête quasi-nationale en Corse.

Ils vont se trouver face à ce groupe de Maghrébins arrogants (si à ce stade-là vous n'avez pas compris qu'ils étaient arrogants, c'est à désespérer), face à ce panneau inimaginable, adolescents et adultes, blessés... Et ils vont réagir effectivement avec colère et violence, mais eux sans armes, face à des gens armés. L'un des agresseurs en fera les frais très sérieusement, les autres, soit qu'ils soient plus doués pour la fuite, soit que les Gendarmes soient arrivés à temps, s'en sortiront avec moindre mal.

Les habitants blessés et le Maghrébin le plus sérieusement blessé sont évacués à l'hôpital de Bastia. Les voitures des Corses comme des touristes ont eu leurs pneus crevés par le groupe Maghrébin, les voitures des Maghrébins (qui n'ont pas eu les pneus crevés par ces derniers) sont brûlées sur place. Nous sommes dans la nuit du 13 août et les faits d'origine de ces violences viennent d'avoir lieu.

**Tels sont les faits**, agrémentés de commentaires de mon cru pour vous en rendre la lecture plus sympathique, car la lecture d'un rapport de Gendarmerie n'est guère attractive en cette saison (y aurait-il une saison où c'est attractif, d'ailleurs ?).

**A la suite de ces faits**, différentes choses vont se produire, et en premier une manifestation spontanée – hors de toute manipulation politique – devant la Mairie de Bastia, le 14 août. Elle sera suivie par 500 à 600 personnes. Ce qui, le 14 août, est remarquable. Les blessés seront visités à l'hôpital, le Préfet de Haute Corse recevra une délégation, et il fera intelligemment durer les choses assez longtemps pour permettre à un escadron de Gendarmes Mobiles de prendre position à Lupinu avant que la foule n'y descende aux cris de « *On est chez nous* ». Ce qui fait que – Bravo au Préfet et aux Gendarmes - tout en respectant le droit de manifester, l'ordre public sera peu troublé.

**S'en suivra une conférence de presse du Procureur de la République Monsieur Nicolas BESSONNE**, dont le discours pourrait à l'avenir être pris en exemple pour enseigner la gestion de crise.

Il n'esquive rien, dit les faits, en reste aux faits, donne les éléments que fatalement on allait découvrir (les infractions pénales antérieures des Maghrébins), et montre tout à la fois sa fermeté comme la volonté d'apaisement. En bref il ne s'abrite pas derrière ses fonctions, il n'excuse rien ni personne, sans langue de bois il parlera de « logique de caïd » pour l'appropriation de la plage, et surtout il se garde bien de pousser l'avantage de l'accusation (qui est évident) trop loin, afin que les droits de la défense soient respectés. La gestion des arrestations et des gardes à vue sera de la même qualité jusqu'à l'audience. Ni trop ni trop peu. On pourrait même dire que c'est un cas d'école. Certes il use de formules à la limite amusantes (« *réaction grégaire à un comportement inadapté* »), mais en bornant particulièrement bien le débat : « *D'un côté il n'y a pas de personnes radicalisées et de l'autre il n'y a pas de méchants racistes...* ».

**La récupération politique** n'aura localement pas lieu réellement. Certes le Président de l'Assemblée de Corse Jean-Guy TALAMONI fera quelques déclarations, mais ce sera une position de solidarité avec les villageois de Sisco et pas une tribune politique. En dehors des séparatistes et des nationalistes personne ne va se lancer dans des déclarations. La décision du Maire (socialiste) de Sisco de prendre un arrêté interdisant le « burkini » sur la plage de sa commune est plus une mesure d'apaisement qu'autre chose. Le « burkini » n'est pas le cœur du débat en Corse. Cette sorte de « mode » qui est en réalité une provocation sur le continent fait plutôt rire en Corse. « *S'ils veulent se baigner en pyjama, ils n'ont qu'à faire ça dans leur baignoire* » m'a dit – en riant – un parent.

**La grande presse** a été fidèle à elle-même, ou plutôt fidèle aux grandes lignes éditoriales dictées depuis Paris. Comme pour Ajaccio en décembre dernier on va reprendre des schémas « continentaux » totalement inadaptés, on va chercher des « terroristes » et des « racistes » pour vendre le plus de papier possible... sur le continent. Quitte à se ridiculiser une fois de plus en valorisant - France entière - le faux témoignage d'un Maghrébin. Quitte à occulter les faits. Quitte maintenant que les faits sont établis à minorer au maximum toute l'affaire en la réduisant à une bagarre de village, ou « *la pauvre affaire de Sisco* ». Malheureuse affaire qui ne va pas dans le « bon » sens du rédacteur en chef... Corse-Matin mettra aussi un temps à prendre la mesure des faits. C'est pour ma part un ami, connaisseur de ces manipulations, qui attirera mon attention sur ce décalage entre le traitement médiatique décalé de l'information et le peu de faits donnés au grand public en début de cette affaire.

## **Ces violences à la Marine de Sisco, je les crois riches d'enseignement.**

D'abord par la rapidité de réaction et la bonne coordination entre l'exécutif et le judiciaire. Rapidité des Gendarmes, qui évitent le pire, efficacité du Procureur, qui sait mettre en valeur les Gendarmes et donc en obtiendra plus qu'un autre, tant sur les lieux de l'incident que pour protéger la cité d'où viennent les agresseurs. Coordination avec le Préfet de Haute-Corse qui gère ce mouvement de foule sans heurts majeurs alors qu'un rien aurait pu faire dégénérer les choses. Mesure et discrétion de la classe politique Corse qui s'abstient de récupération et reste simplement solidaire de la population.

Ces violences sont aussi riches d'enseignements sur la tolérance, voire la bienveillance, dont nos juridictions et notre « état de droit » font preuve à l'égard d'étrangers. Certes en situation régulière, mais auteurs (une en particulier) d'actes réprimés pénalement. Nous avons assez de criminel(le)s français en France sans en importer, ou sans les rendre à leur pays d'origine (qui est connu) quand ils ou elles se distinguent de cette façon désagréable sur notre territoire.

**Parlons du territoire.** Au chapitre I intitulé « Approximations » de son ouvrage « L'Art de la Guerre » le stratège chinois Sun Tzu écrivait, il y a plus de vingt-cinq siècles maintenant : « *La terre est le fondement de l'Etat, comment pourrait-on la donner ?* ». En Corse, et encore plus particulièrement dans l'en-deçà, existera avec Sambucciu d'ALENDO en 1358 la révolte qui conduira à la « Terra di Cumunu ». Une structure communautaire marquante dont l'application fait partie du fonds culturel et politique en Haute-Corse. Ces éléments, qui peuvent paraître ésotériques vus hors de Corse, ne sont pas-du-tout étrangers à la force de la réaction populaire (« réaction grégaire » pour le Procureur) qui a animé la population de cette vallée Capcorsine de Sisco.

En novembre 1755, Pascal PAOLI disposait, dans la Constitution Corse des paragraphes entiers concernant exactement la répression à exercer... pour ce qui s'est passé à Sisco ces jours-ci. Et Madame Dorothy CARRINGTON, dans les commentaires qu'elle en fait en 1996 conclut en soulignant qu'en 1755 les traditions communautaires s'étaient « *depuis longtemps dégradées* », mais elle relève « in fine » l'énergie avec laquelle le peuple avait répondu à la levée en masse pendant près d'un an. Que ceux qui douteraient de la persistance ces fondements culturels et politiques dans l'inconscient collectif local écoutent à nouveau (tant qu'elle sera en ligne) la vidéo du rassemblement devant la Mairie de Bastia, à 1minute 50 exactement, c'est bien de « Chjama » qu'il est question, et c'est bien à cet appel antique que les gens répondent. Face à une atteinte à la terre, à une attaque armée contre leurs enfants, tous ces gens sont descendus spontanément de chez eux.

**Les agresseurs auraient été Parisiens ou Islandais, la réaction aurait été la même.** Les agresseurs n'auraient pas eu de casier judiciaire, la réaction aurait été la même. Quant au « burkini » même pas on n'en parle. Tout le monde s'en moque. En revanche, quand on prétend toucher à la terre, quand on s'en prend violemment aux personnes, **il y a là une réaction du corps social qui est unanime.**

**Pourquoi en Corse et pas sur le continent ?** Peut-être parce que l'on est trop formaté par les grands médias sur le continent. Peut-être parce que le fonds culturel et politique n'est pas le même. Mais je me souviens de la réaction au monument du centenaire de Nice le 18 juillet 2016. Je ne dis pas plus : « ***Le peuple Français est endurent, tolérant, chaleureux, mais ses qualités ont des limites.*** »

**Passez un bon été.** Rendez-vous le 15 septembre, entre autres. Affaire à suivre...

**Didier CODANI**